

INTEGRAGEN

Société anonyme

5, Rue Henri Desbruères
91000 Evry

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

INTEGRAGEN

Société anonyme

5, Rue Henri Desbruères
91000 Evry

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'assemblée générale de la société INTEGRAGEN,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société INTEGRAGEN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 2 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 05 mai 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou

- non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 29 juin 2020

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés

Benoit Pimont

Benoit PIMONT

Comptes annuels

Integragen

31/12/2019

Ce document contient 31 pages





Integragen

Période du 01/01/2019 au 31/12/2019 (Bilan)

Sommaire

1	<i>Comptes annuels</i>	3
1.1	Bilan actif	4
1.2	Bilan passif	5
1.3	Compte de résultat	6
2	<i>Annexe</i>	8
2.1	Annexe aux comptes annuels	9

Comptes annuels



Integragen

Actif		Exercice au 31/12/2019			Exercice précédent	
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	au 31/12/2018	
Capital souscrit non appelé						
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de développement				
		Concessions, brevets et droits similaires	21 863	21 863		
		Fonds commercial (1)				
		Autres immobilisations incorporelles				
		Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes					
	TOTAL	21 863	21 863			
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
Inst. techniques, mat. out. industriels		1 557 630	813 834	743 796	797 537	
Autres immobilisations corporelles		491 681	408 637	83 044	115 334	
Immobilisations en cours					121 143	
Avances et acomptes						
TOTAL	2 049 312	1 222 472	826 840	1 034 015		
Immobilisations financières ²⁾	Participations évaluées par équivalence					
	Autres participations	32 443		32 443	32 443	
	Créances rattachées à des participations	0		0	0	
	Titres immob. de l'activité de portefeuille					
	Autres titres immobilisés	74 496		74 496	96 531	
	Prêts					
	Autres immobilisations financières	123 424		123 424	88 320	
TOTAL	230 365		230 365	217 295		
Total de l'actif immobilisé		2 301 541	1 244 335	1 057 205	1 251 310	
Actif circulant	Stocks	Matières premières, approvisionnements	298 401	8 653	289 748	379 895
		En cours de production de biens				
		En cours de production de services				
		Produits intermédiaires et finis	7 735	7 735		8 840
	Marchandises					
	TOTAL	306 136	16 388	289 748	388 735	
	Avances et acomptes versés sur commandes		5 611		5 611	
	Créances ³⁾	Clients et comptes rattachés	1 838 026	10 850	1 827 176	2 323 742
		Autres créances	528 855		528 855	394 644
		Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL	2 366 881	10 850	2 356 031	2 718 387		
Divers	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	1 608 229		1 608 229	3 271 432	
	Instruments de trésorerie					
	Disponibilités	1 199 014		1 199 014	735 014	
TOTAL	2 807 243		2 807 243	4 006 447		
Charges constatées d'avance		232 137		232 137	217 767	
Total de l'actif circulant		5 718 011	27 238	5 690 773	7 331 337	
Frais d'émission d'emprunts à étaler						
Primes de remboursement des emprunts						
Écarts de conversion actif		77		77		
TOTAL DE L'ACTIF		8 019 630	1 271 573	6 748 056	8 582 648	
Renvois :	(1) Dont droit au bail					
	(2) Dont part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières			10 075	0	
	(3) Dont créances à plus d'un an (brut)					
Clause de réserve de propriété	Immobilisations		Stocks		Créances clients	

Integragen

Passif		Au 31/12/2019	Exercice précédent
Capitaux propres	Capital (dont versé : 6 563 657)	6 563 657	6 551 669
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	5 089 006	38 113 746
	Ecarts de réévaluation		
	Ecarts d'équivalence		
	Réserves		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires	121 868	109 117
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	-8 980 875	-40 841 172
Résultats antérieurs en instance d'affectation			
Résultat de la période (bénéfice ou perte)	-284 839	-1 139 703	
Situation nette avant répartition	2 508 816	2 793 656	
Subvention d'investissement			
Provisions réglementées			
Total	2 508 816	2 793 656	
Aut. fonds propres	Titres participatifs		
	Avances conditionnées	47 447	277 447
Total	47 447	277 447	
Provisions	Provisions pour risques	129 304	75 752
	Provisions pour charges	9 312	
Total	138 616	75 752	
Dettes	Emprunts et dettes assimilées		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	241 157	300 000
	Emprunts et dettes financières divers (3)		
	Total	241 157	300 000
	Avances et acomptes reçus sur commandes (1)	939 089	1 108 954
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	701 114	1 545 508
	Dettes fiscales et sociales	1 137 696	1 333 995
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	49 600	55 500	
Instrument de trésorerie			
Total	1 888 411	2 935 004	
Produits constatés d'avance	982 176	1 087 160	
Total des dettes et des produits constatés d'avance	4 050 834	5 431 120	
Écarts de conversion passif	2 341	4 672	
TOTAL DU PASSIF	6 748 056	8 582 648	
Crédit-bail immobilier			
Crédit-bail mobilier			
Effets portés à l'escompte et non échus			
Dettes et produits constatés d'avance, sauf (1), à plus d'un an	181 742	241 157	
à moins d'un an	2 930 003	4 081 007	
Renvois : (2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques			
(3) dont emprunts participatifs			

Integragen

Périodes 01/01/2018 31/12/2018 Durées 12 mois
01/01/2019 31/12/2019 12 mois

		France	Exportation	Total	Exercice précédent
Produits d'exploitation (1)	Ventes de marchandises				
	Production vendue : - Biens				
	- Services	7 929 834	350 060	8 279 894	6 921 990
	Chiffre d'affaires net	7 929 834	350 060	8 279 894	6 921 990
	Production stockée			-1 105	8 840
	production immobilisée				
	Produits nets partiels sur opérations à long terme				
	Subventions d'exploitation			25 005	28 999
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			19 056	67 356	
Autres produits				41 834	
	Total			8 322 851	7 069 019
Charges d'exploitation (2)	Marchandises Achats				
	Variation de stocks				
	Matières premières et autres approvisionnements Achats			2 482 393	2 745 620
	Variation de stocks			81 493	6 997
	Autres achats et charges externes (3)			2 142 399	1 809 876
	Impôts, taxes et versements assimilés			105 588	104 792
	Salaires et traitements			2 293 105	2 163 745
	Charges sociales			1 009 977	1 006 056
	Dotations d'exploitation	• sur immobilisations	amortissements	256 101	135 903
		• sur actif circulant	provisions		
		• pour risques et charges		27 238	
Autres charges			9 389	5 752	
	Total			278 228	269 533
	Résultat d'exploitation	A		-363 065	-1 179 258
Opér. commun	Bénéfice attribué ou perte transférée		B		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		C		
Produits financiers	Produits financiers de participations (4)				
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé (4)				
	Autres intérêts et produits assimilés (4)			39 742	2 532
	Reprises sur provisions, transferts de charges			23 595	6 726
	Différences positives de change			93	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
	Total			63 431	9 258
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions				23 595
	Intérêts et charges assimilées (5)			2 648	105
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total			2 648	23 700
	Résultat financier	D		60 782	-14 442
	RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (± A ± B - C ± D)	E		-302 282	-1 193 700

Integragen

Périodes 01/01/2018 31/12/2018 Durées 12 mois
01/01/2019 31/12/2019 12 mois

		Total	Exercice précédent
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	14 949	1 576
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	425 443	523 265
	Reprises sur provisions et transferts de charge		
	Total	440 392	524 842
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	75 189	1 233
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	447 395	592 471
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	53 475	70 000
	Total	576 059	663 705
Résultat exceptionnel		F	-135 667
Participation des salariés aux résultats		G	
Impôt sur les bénéfices		H	-192 859
BÉNÉFICE OU PERTE (± E ± F - G - H)		-284 839	-1 139 703
Renvois			
(1) Dont	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(2) Dont	charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(3) Y compris	- redevances de crédit-bail mobilier - redevances de crédit-bail immobilier	183 178	72 080
(4) Dont	produits concernant les entités liées		
(5) Dont	intérêts concernant les entités liées		

Integragen

Annexe



SA Integragen

Annexe aux comptes annuels

Date de clôture : 31/12/2019

1. Table des matières

1	Faits caractéristiques de l'exercice	2
1.1	Événements principaux	2
1.2	Événements postérieurs à la clôture	2
1.3	Principes, règles et méthodes comptables	3
2	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	4
2.1	Actif immobilisé	4
2.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	4
2.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	5
2.1.3	Dépréciations de l'actif immobilisé	6
2.1.4	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	6
2.1.5	Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé.	6
2.1.6	Informations relatives aux filiales et participations	7
2.1.7	Actions propres	7
2.2	Actif circulant	7
2.2.1	État des stocks	7
2.2.2	Les produits à recevoir	8
2.2.3	Charges constatées d'avance et écarts de conversion actif	8
2.3	Dépréciations de l'actif	9
2.4	Capitaux propres	9
2.4.1	Capital social	9
2.4.3	Variation des capitaux propres	11
2.5	Passifs et provisions	12
2.5.1	Provisions pour risques et charges	12
2.5.2	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	12
2.5.3	Précisions sur d'autres dettes	13
2.6	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	13
2.7	Compte de résultat	15
2.7.1	Ventilation du chiffre d'affaires	15
2.7.2	Jetons de présence	15
3	Informations relatives à la fiscalité	17
4	Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants	18
5	Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	19
5.2	Engagements pris en matière de crédit-bail	20
6	Informations relatives à l'effectif	21

1 Faits caractéristiques de l'exercice

1.1 Événements principaux

Début 2019, la plateforme de séquençage à haut débit SeqOIA a démarré opérationnellement, 5 mois après l'attribution du contrat d'exploitation par le Groupement Coopératif de Santé (GCS) SeqOIA. Cette nouvelle activité a généré un chiffre d'affaires de 2 038 K€ en 2019.

Le contrôle fiscal portant sur les exercices 2015 à 2017 et le Crédit Impôt Recherche 2014 a été réalisé. La société conteste l'intégralité du redressement, avec un recours dont la probabilité de succès est suffisante pour ne pas rendre probable une dette. Aucune provision n'a donc été constituée dans les comptes de la société. La somme des montants contestés représente une somme globale de 162 K€.

1.2 Événements postérieurs à la clôture

1.2.1 Eurobio

Les activités de diagnostic ont été cédées à Eurobio en février 2020. Integragen avait maintenu un portefeuille de brevet mais suspendu les activités opérationnelles en 2018. Les éléments cédés comprennent la quote-part de copropriété des brevets, les contrats commerciaux, les équipements spécifiques de production du kit « miRpredX », Aucun personnel n'était plus affecté à cette activité depuis 2018.

1.2.2 Impact de la crise liée au coronavirus

La société remplit ses engagements auprès de ses clients et collaborateurs en veillant à ajuster rigoureusement ses ressources. L'équipe basée au laboratoire d'Évry et celle basée à l'Institut Pasteur poursuivent leur activité. La société a mis en place un plan de continuité, incluant des dispositifs de télétravail pour toutes les équipes informatiques et commerciales mais également, dès le 20 mars, la mise en place de mesures de chômage partiel, le report de paiement des charges sociales et fiscales, et sollicité divers mécanismes d'avances de façon à préserver la trésorerie.

Au 31 mars la trésorerie disponible était de 2,5 M€. Bien que la société ne soit pas en mesure d'évaluer, à ce jour, les perspectives du second semestre 2020, IntegraGen poursuit ses opérations de séquençage, grâce à l'engagement des équipes sur le site d'Évry et de l'Institut Pasteur, d'une part, et au travail des bio-informaticiens en télétravail, d'autre part.

1.3 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les frais de recherche et de développement ne sont pas activés.

2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

— Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;

2.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

	Immobilisations	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur fin exercice
Incorporelles	Frais d'établissement et de développement - TOTAL I	-	-	-	-
	Autres postes d'immobilisations incorporelles - TOTAL II	21 863	-	-	21 863
Corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 407 554	154 735	4 658	1 557 631
	Installations générales, agencements, aménagements divers	112 797	1 541	-	114 338
	Matériel de bureau et mobilier informatique	363 550	13 794	-	377 344
	Immobilisations corporelles en cours	121 144	-	121 144	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-
	TOTAL III	2 005 045	170 070	125 802	2 049 313
Financière	Participations évaluées par équivalence	-	-	-	-
	Autres participations	32 444	-	-	32 444
	Autres titres immobilisés	120 126	401 766	447 395	74 497
	Prêts et autres immobilisations financières	88 320	437 671	402 567	123 424
	TOTAL IV	240 890	839 437	849 962	230 365
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)	2 267 798	1 009 507	975 764	2 301 541

2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement - TOTAL I	-	-	-	-	
Autres immobilisations incorporelles - TOTAL II	21 863	-	-	21 863	
Installations techniques, matériel et outillage industriels	610 017	208 476	4 658	813 835	
Autres immobilisations corporelles	Inst. Générales, agencements, aménagements divers	102 805	1 866	-	104 671
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	258 207	45 759	-	303 966
TOTAL III	971 029	256 102	4 658	1 222 472	
TOTAL GÉNÉRAL. (I+II+III)	992 893	256 102	4 658	1 244 336	

2.1.2.1 Durées d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Matériel de laboratoire	Linéaire	2 à 10 ans
Installations générales	Linéaire	8 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 ans

2.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Provisions pour dépréciation	Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Autres immobilisations financières	23 595	-	23 595	-
TOTAL	23 595	-	23 595	-

Les dépréciations sont liées aux actions propres, elles correspondent à la différence entre le cours d'achat et le cours de clôture. Au 31/12/2019, le cours de clôture est supérieur au cours d'achat, il n'y a donc pas eu de provision de constaté.

2.1.4 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Cf. 2.1.2 et 2.1.3

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	21 863	-	-	-	-	21 863
Corporelles	971 029	256 102	-	4 658	-	1 222 472
Financières	23 595		-		23 595	-
TOTAL	969 298	256 102	-	4 658	23 595	1 244 336

2.1.5 Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé.

2.1.5.1 Frais d'établissement

Les frais de développement ne sont pas activés.

2.1.6 Informations relatives aux filiales et participations

A. Renseignements détaillés concernant les filiales et participations

Filiales (+ de 50 % capital détenu).	Capital	Quote-part %	Valeurs comptables des titres détenus		CA Hors taxes	Prêts/avances non remboursés
	Rés. et report avant affect.	Dividendes	Brute	Nette	Résultats	Cautions
Integragen INC	100 USD	100%	0.85 €		234 834 USD	Néant
	59 666 USD	0		0.85 €	9 318 USD	Néant

2.1.7 Actions propres

Afin de favoriser la liquidité des titres, un contrat de liquidité sur les titres de la société IntegraGen a été signé avec ODDO Corporate Finance à compter du 1^{er} octobre 2013.

Nombre de titres au 31/12/2019	76 063
Prix d'acquisition	74 497 €
Valorisation des titres cours au 31/12/2019	76 824 €

Le cours au 31 décembre étant supérieur au cours d'achat, aucune provision n'a été constatée.

Les mouvements sur l'exercice ont été les suivants :

- Achats de 327 553 titres,
- Ventes de 338 435 titres.

2.2 Actif circulant

2.2.1 État des stocks

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	298 402	8 653	289 749
Produits finis	7 735	7 735	0
TOTAL	306 137	16 388	289 749

Les matières consommables sont évaluées en méthode FIFO. Il s'agit de réactifs pour le séquençage et le génotypage.

Une provision pour dépréciation des stocks est effectuée au cas par cas le cas échéant. Les produits finis sont évalués au coût de fabrication.

2.2.2 Les produits à recevoir

Les produits à recevoir sont composés des éléments suivants :

Rubriques	Montant
Avoirs à recevoir	1 600
Factures à Etablir	419 464
Subvention à recevoir	58 348
Total	479 412

Les factures à établir sont constituées de prestations de services commencées ou terminées au 31 décembre 2019 pour lesquelles la facturation n'a pas été faite à cette date.

Les subventions à recevoir se réfèrent au projet PM'up, programme de la Région Ile de France pour soutenir les stratégies de croissance et d'internationalisation des petites et moyennes entreprises. Le montant à recevoir correspond à la subvention attendue sur les dépenses engagées depuis décembre 2016, minoré de 49 553 € reçus en octobre 2018.

2.2.3 Charges constatées d'avance et écarts de conversion actif

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à une période postérieure au 31 décembre 2019 :

En euros

Locations immobilières	75 095
Contrats de maintenance	89 772
Consommables	771
Congrès	19 911
Redevances licences	14 698
Déplacements	6 879
Divers	7 087
Crédit-Bail	8 709
Prestations	8 885
Cotisations	330
Total	<u>232 137</u>

2.3 Dépréciations de l'actif

Rubriques (a)	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations financières	23 595	-	23 595	-
Stocks	-	16 388	-	-
Créances	-	10 850	-	10 850
TOTAL	23 595	27 238	23 595	27 238

2.4 Capitaux propres

2.4.1 Capital social

Le capital est composé en début d'exercice de 6 551 669 actions de 1 euro de valeur nominale. Il y a eu les mouvements suivants :

- Augmentation par attribution d'actions gratuites en date du 19 septembre 2019 pour un montant de 11 988 €, soit 11 988 actions de 1 euro de valeur nominale. Cette augmentation s'est faite par émission d'actions nouvelles.

2.4.2 Autres capitaux propres : Bons de Souscription d'Actions (BSA), Bons de Souscription de Parts de Créateurs d'Entreprise (BSPCE) et stock-option

Les bons de souscription d'action, les bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise et les stock-options toujours valables au 31 décembre 2019 sont repris dans le tableau ci-dessous :

Plans (en vigueur)	Emis	Souscrits
Année 2011		
Stock-option	25 000	25 000
Année 2012		
Stock-option	30 000	30 000
Année 2013		
Stock-option	10 000	10 000
Année 2015		
BSA	20 000	20 000
BSPCE	283 500	283 500
Année 2018		
BSA	30 000	30 000
Total Stock-options	65 000	65 000
Total BSA	50 000	50 000
Total BSPCE	283 500	283 500

Détails relatifs aux BSPCE :

	2015
Date d'attribution par le conseil d'administration	18/06/2015
Nombre total de bons en circulation	283 500
Date limite d'exercice	18/06/2025
Prix d'exercice (euros)	5,84

Détails relatifs aux stocks options :

	2011	2012	2013
Date d'attribution par le conseil d'administration	16/02/2011	21/06/2012	19/06/2013
Nombre total de bons émis	25 000	30 000	10 000
Date limite d'exercice	16/02/2021	20/06/2022	19/06/2023
Prix d'exercice (euros)	8,4	7,0	3,9

Détails relatifs aux BSA :

	2015	2018	2018
Date d'attribution par le conseil d'administration	18/06/2015	12/04/2018	14/06/2018
Nombre total de bons en circulation	20 000	10 000	20 000
Date limite d'exercice	18/06/2025	12/04/2028	14/06/2028
Prix de souscription (euros)	0,30	0,1094	0,09
Prix d'exercice (euros)	5,84	2,244	1,84

Nous pouvons constater que 398 500 VMDAC sont en cours de validité. En cas d'exercice, il en résulterait une émission de 398 500 actions nouvelles, soit 6.07% du capital actuel.

2.4.3 Variation des capitaux propres

Libellés	N-1	+	-	N
Capital	6 551 669	11 988	-	6 563 657
Réserves, primes et écarts	38 222 864	45 620	33 057 609	5 210 875
Report à nouveau	-40 841 173	31 860 297	-	-8 980 876
Résultat	-1 139 704	1 139 704	284 840	-284 840
Subventions d'investissement	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-
Autres	277 447	-	230 000	47 447
TOTAL	3 071 103	33 057 609	33 572 449	2 556 263

2.5 Passifs et provisions

2.5.1 Provisions pour risques et charges

Nature des Provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentation : Dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour litiges	-	-	-	-
Provisions pour pertes de change	-	78	-	78
Autres provisions pour risques et charges	75 752	62 787	-	138 539
TOTAL	75 752	62 865	-	138 617

Les montants en provisions pour risques et charges sont essentiellement constitués des sommes suivantes :

- Suite à l'attribution de 90 980 actions gratuites le 14 juin 2018 et 30 888 actions gratuites le 19 février 2019, une provision a été constituée afin de tenir compte des fonds nécessaires à la fin de la période d'acquisition pour acheter les actions sur le marché. Cette provision a été calculée en tenant compte du cours moyen des actions sur décembre 2019.
- Suite au dépassement des seuils, une provision a été constituée pour 9 312 € tenir compte de la contribution patronale qui sera à verser les attributions d'actions gratuites.
- Des litiges, dont la provision a été estimée en tenant compte d'un risque moyen indiqué par notre conseil ainsi que de frais de procédure.

2.5.2 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite, en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite n'est pas significatif.

2.5.3 Précisions sur d'autres dettes

2.5.3.1 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance sont constitués par des facturations clients qui ont été faites sur 2019 voire même avant, et pour lesquelles la prestation n'est pas réalisée au 31/12/2019 à hauteur de la facturation faite.

2.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an	
DE L'ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations	1	1	-	
	Prêts	-	-	-	
	Autres immobilisations financières	123 424	10 075	113 349	
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	24 720	24 720	-	
	Autres créances clients	1 813 306	1 813 306	-	
	Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie*	Provisions pour dépréciation antérieurement constituée*	-	-	-
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	392 183	392 183	-
		Taxe sur la valeur ajoutée	76 725	76 725	-
	Groupe et associés	-	-	-	
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	59 948	59 948	-	
Charges constatées d'avance	232 137	232 137	-		
TOTAL		2 722 444	2 609 095	113 349	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
	à plus d'1 an à l'origine	241 158	59 415	181 742	-
Emprunts et dettes financières divers		-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés		701 114	701 114	-	-
Personnel et comptes rattachés		439 710	439 710	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		339 520	339 520	-	-
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	276 810	276 810	-	-
	Obligations cautionnées	-	-	-	-
	Autres impôts, taxes et assimilés	81 656	81 656	-	-
Groupe et associés		-	-	-	-
Autres dettes (dont relatives à des opérations de pension de titres)		49 601	49 601	-	-
Dettes représentative de titres empruntés ou remis en garantie		-	-	-	-
Produits constatés d'avance		982 176	982 176	-	-
TOTAL		3 111 746	2 930 003	181 742	-

2.6.1 Avances remboursables

Les dettes financières correspondent exclusivement à des avances remboursables conditionnées (en €).

Rubriques	Total	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
BIOMOS – BPI (ex OSEO)	47 447	47 447		

Le programme Biomos correspond à une aide à l'innovation accordée en 2010 pour la réalisation d'un programme de développement et commercialisation de tests diagnostics pour les tumeurs digestives humaines. Les avances remboursables accordées pour ce projet ont représenté un montant global de 1 572 447 euros. Compte tenu des difficultés à mener à bien une partie de ce programme, BPI a consenti un abandon de créance

partiel en mars 2017 de 600 000 €. IntegraGen a par ailleurs remboursé la somme de 300 000 € au titre de 2017, 262 500 € au titre de 2018 et 210 000 € au titre de 2019.

InteGragen a perçu en 2015 un premier versement (avance remboursable) versée par BPI pour le projet HECAM. HECAM est un projet collaboratif destiné à améliorer le dépistage, le diagnostic et le traitement du cancer du foie (carcinome hepatocellulaire, CHC). IntegraGen a annoncé ne pas poursuivre le projet. La somme a été remboursée sur l'exercice.

Mouvements des avances conditionnées sur l'exercice (en €) :

Rubriques	31/12/2018	Versements	Remboursements /diminution	31/12/2019
BIOMOS – BPI (ex OSEO)	257 447	0	210 000	47 447
HECAM	20 000	0	20 000	0
Total	277 447	0	230 000	47 447

2.7 Compte de résultat

2.7.1 Ventilation du chiffre d'affaires

	France	Export et communautaire	Total
Production vendues :	-	-	-
- Biens			
- Services	7 929 834	350 061	8 279 895
Chiffre d'affaires net	7 929 834	350 061	8 279 895

2.7.2 Jetons de présence

La charge de l'exercice liée aux jetons de présence est de 70 714 €, y compris les charges sociales et fiscales y afférant.

2.7.3 Résultat financier

Le résultat financier s'élève à 60 782 €

Il est composé des produits suivants :

- Produits de comptes à terme 612 €
- Divers 93 €
- Produits des placements 39 131
- Reprises de provisions 23 595 €

Et des charges suivantes :

- Intérêts 2 648 €

2.7.4 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'élève à – 135 667 €

Il est composé des produits suivants :

- Régularisation fournisseurs et autres des années antérieures : 14 949 €

Et des charges suivantes :

- Dotations aux provisions AGA : 53 475 €
- Régularisation anomalie chiffre d'affaires 2018 : 74 382 €
- Divers : 807 €
- Moins-value sur la cession des titres Integragen : 21 952 €

3 Informations relatives à la fiscalité

3.1 Allègement de la dette future d'impôt

La société dispose, après prise en compte du résultat 2019, de 49 912 809 € de déficits reportables.

3.1.1 Crédit impôt recherche

Le montant du crédit impôt recherche au titre de 2019 est de 81 944€. Il est comptabilisé en impôt sur les sociétés.

Les opérations de l'année sont éligibles au crédit d'impôt innovation. Son montant au titre de l'année est de 71 166 €.

La société a obtenu le remboursement du crédit d'impôt de tous les exercices antérieurs à 2018, le remboursement du CIR 2018 étant bloqué du fait du contrôle fiscal en cours.

Les corrections fiscales ont été reclassées selon leur nature en résultat courant et résultat exceptionnel.

4 Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants

La rémunération du Président Directeur Général brute sur l'exercice est de 296 482 € (versement de la prime 2018 inclus).

5 Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

5.1 Engagements financiers donnés et reçus

5.1.1 Clause de retour à meilleure fortune

Il n'y a plus actuellement de clause de retour à meilleure fortune.

5.1.2 Contrat de location longue durée

Une partie du matériel de laboratoire fait l'objet de contrat de location longue durée. Au 31 décembre 2019, 3 contrats sont en cours. Les loyers à verser sur les exercices à venir représentent une somme totale de 656 946 € dont 202 352 € à moins de 1 an et le reste à moins de 5 ans.

5.1.3 Nantissements

Il n'y a aucun nantissement en cours.

5.2 Engagements pris en matière de crédit-bail

	Installations matériels outillages
Valeur d'origine	896 832
TOTAL	896 832
Redevances payées :	139 638
— Cumuls exercices antérieurs	
— Exercices	178 358
TOTAL	317 996
Redevances restant à payer :	179 511
— A 1 an au plus	
— A plus d'1 an et 5 ans au plus	460 535
— A plus de 5 ans	-
TOTAL	640 046
Valeur résiduelle :	2 169
— A 1 an au plus	
— A plus d'1 an et 5 ans au plus	7 024
— A plus de 5 ans	
TOTAL	9 193
Montant pris en charge dans l'exercice	183 179

6 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Femmes	Hommes	<i>Total</i>
Cadres	17	12	29
Agents de maîtrise et Techniciens	1	0	1
Employés	9	2	11
Apprenti	1	1	2
TOTAL	28	15	43

7 Informations relatives aux opérations de nature spécifique

7.1 Plans d'options d'achat ou de souscription d'actions et plans d'attribution d'actions gratuites aux salariés

Le conseil d'administration du 19 février 2019 adopte le plan « AGA Dirigeants 2019 ». Ce plan fixe les modalités d'attribution d'actions gratuites.

La période d'acquisition est fixée à 1 an, de même que la période de conservation.

Le conseil d'administration du 14 juin 2018 avait adopté le plan « AGA RETENTION 2018 ». Ce dernier est encore en cours puisque la période d'acquisition est fixée à 3 ans sans période de conservation.

L'assemblée générale des actionnaires en date du 14 juin 2018 a autorisé pour une durée de 38 mois le conseil d'administration à procéder à l'attribution d'actions gratuites dans la limite de 500 000 actions de valeur nominale de 1 €.

Les actions attribuées seront soit prélevées sur les actions détenues, soit émises par la société.

Sur l'exercice 2019, le nombre d'actions attribuées gratuitement est de 30 888 pour le plan « AGA Dirigeant 2019 ».

Le CA du 19 février 2019 a en conséquence décidé de prélever la somme de 30 888 € sur le compte prime d'émission afin de l'affecter à un compte dit « compte de réserve en vue de l'attribution définitive des actions gratuites attribuées ».